

Le pdt Erdogan cherche à détourner l'attention des Turcs de leurs problèmes économiques en faisant monter la tension avec le pdt Macron

Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu (prononcer Tchavouchorlou) attend des excuses de la France pour avoir incité l'Otan à enquêter sur [l'incident naval du 10 juin](#) impliquant des frégates française et turque au large de la Libye.

«Nous attendons de la France qu'elle s'excuse, qu'elle s'excuse inconditionnellement». «Il n'est pas acceptable que la France se prête à de fausses affirmations et agisse contre la Turquie».

La France a décidé de [«suspendre» sa participation à l'opération navale](#) de l'OTAN, Sea Guardian (Gardien de la Mer) en Méditerranée, par courrier envoyé au secrétaire général Jens Stoltenberg .

La France n'est pas satisfaite de l'enquête de l'Otan sur l'incident naval du 10 juin au large de la Libye entre la frégate française Courbet et la frégate turque Oruçreis.

Ce «rapport d'enquête n'a pas permis d'établir correctement les faits» ce qui pousse la France à «suspendre sa participation» .

«La France, que Macron dirige -ou plutôt qu'il n'arrive pas à diriger en ce moment -, ne se trouve [en Libye, ndlr] que pour poursuivre ses intérêts avec une mentalité destructrice», a

renchérit le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu.

Si la France choisit de passer par l'UE et non l'Otan pour mettre au pas la Turquie, c'est parce qu'au sein de l'Otan, un grand pays (les USA, ndlr) l'en empêche».

. La question des sanctions à l'égard de la Turquie sera donc le point principal à l'ordre du jour lors de la réunion interministérielle du 13 juillet. Et c'est une stratégie qui pourrait être plausible:

«La perspective de sanctions européennes à l'égard de la Turquie est un scénario crédible. Maintenant, il convient de les mettre en œuvre pour que cette stratégie fonctionne».

Il appartient désormais à la France de convaincre ses partenaires européens pour que ceux-ci s'engagent avec elle dans cet effort.

Une mission qui s'annonce tout de même compliquée, car depuis plusieurs mois, la France est bien seule en Europe quand il s'agit de critiquer publiquement les actions d'Ankara en Méditerranée orientale, au Proche-Orient ou en Afrique.

La France est seule à dénoncer une forme de **néo-ottomanisme**, c'est surtout, car elle est la seule à pouvoir tenir tête à la Turquie dans ce rapport de force institué par Ankara:

«La France est la seule puissance nucléaire au sein de l'UE, c'est pour ça que nous sommes les seuls à élever la voix.»

Paris mise donc sur ses partenaires de l'UE, car au sein de l'Otan, le **silence** sur des événements dont les enjeux sont cruciaux pour la sécurité européenne devient assourdissant.

L'armée turque occupe **illégalement Chypre Nord**. Les dirigeants **turcs nient le génocide des Arméniens** commis par leurs ancêtres dans l'Empire ottoman.

Les biens spoliés aux Arméniens sont estimés à 1000 milliards.



Sources : l'Opinion , l'inspecteur général des armées Goldefy , M